

SOUTENIR

Le magazine du Commissariat des armées **Hors-série** 2024



Actualité

Un nouveau directeur central
pour le SCA

Fête Nationale

Un 14 juillet inédit

Retour sur le mandat
du CRGHC Philippe Jacob

**Le SCA au cœur des
Jeux OLYMPIQUES et PARALYMPIQUES
2024**

SANTÉ • PRÉVOYANCE
PRÉVENTION • ACTION SOCIALE
SOLUTIONS DU QUOTIDIEN



Bien plus
qu'une mutuelle

“BIEN PLUS QU'UNE MUTUELLE À MES CÔTÉS, UNE ALLIÉE DANS TOUTES LES ÉPREUVES”

Avec Unéo, sécurisez votre avenir,
quoi qu'il arrive.
Pour tout savoir sur les solutions mises
en place dans l'exercice de votre métier,
scannez ce QR code.



www.groupe-uneo.fr

Suivez-nous sur :



Édito



Le commissaire général hors classe Olivier Marcotte
Directeur central du SCA

Un mois après ma nomination à la tête du service du commissariat des armées, je mesure l'honneur qui m'est fait et l'ampleur de la mission qui m'est confiée. Je suis déterminé à la mener à bien avec l'abnégation, la combativité, l'esprit de service et le dévouement qui caractérisent les hommes et les femmes de ce Service.

Je tiens tout d'abord à rendre hommage à l'immense travail réalisé par le commissaire général hors-classe Philippe Jacob. Sous sa direction, le service a toujours été au rendez-vous. La dimension opérationnelle du Service s'est considérablement renforcée ces dernières années sans jamais relâcher l'effort sur le soutien quotidien. Le contexte géopolitique s'est fortement durci, la variété et l'échelle des engagements des armées ont profondément évolué. En faisant preuve d'esprit d'innovation et en nous concentrant sur l'essentiel, le Service a su s'adapter à la nouvelle physionomie des opérations militaires et à la densification de la préparation opérationnelle des armées. Il nous appartient de poursuivre cette dynamique.

Avec l'opération de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques, le SCA a démontré qu'il était au rendez-vous des grands enjeux opérationnels des forces armées. En déployant des volumes humains, matériels et financiers hors-normes, dans tous les domaines, et grâce à une planification précise et anticipée, la manœuvre de soutien fut organisée, coordonnée, réactive et à la hauteur de l'évènement. Les Jeux olympiques et paralympiques ont été une opportunité pour l'ensemble du Service de valoriser ses savoirs-faire. Nous allons en tirer un retour d'expérience particulièrement important. Je remercie chacun d'entre vous pour votre mobilisation et le travail que vous avez fourni.



Confiance, probité, rigueur, pragmatisme. C'est avec ces quatre principes d'action que je veux diriger ce Service.

Grâce à un mouvement permanent de modernisation et de simplification souhaité par le ministre des Armées, le Service sait interroger ses modes de fonctionnement, les ajuster ou les réorienter afin de mieux prendre en compte les besoins des armées, les aspirations du personnel et toujours progresser. C'est un service du commissariat des armées robuste, « dans, avec et pour les armées » que je veux continuer de faire évoluer pour lui permettre de mieux anticiper et délivrer le soutien qui est attendu de nous, dans les quartiers, les camps, les bases portuaires et aériennes et sur les théâtres d'opération.

Faire simple. Faire sobre. Être réactifs. Sous les ordres du chef d'état-major des armées, le Service doit contribuer, dès la compétition et jusqu'à l'affrontement de haute intensité, à la liberté d'action des chefs et aux forces morales des armées. Il est de notre responsabilité de faire en sorte que le soutien Commissariat ne soit jamais un obstacle à l'action militaire, mais la facilite et la sécurise.

Confiance, probité, rigueur, pragmatisme. C'est avec ces quatre principes d'action, laissant une large part à l'initiative des chefs d'organismes, que je veux diriger ce Service et exercer un commandement bienveillant et exigeant, ancré dans la réalité du soutien de proximité que vous délivrez.

C'est grâce à vous, à vos qualités, vos compétences et vos initiatives, grâce à l'engagement qui est le vôtre, jour après jour, souvent dans l'ombre, que nous relèverons les défis et surmonterons les difficultés, afin de progresser dans le soutien que nous délivrons. Vous êtes, chacun à votre poste, un maillon indispensable de la grande chaîne du soutien que nous constituons. Servir, c'est soutenir sans faiblesse. Avec honneur, loyauté et fidélité. C'est notre engagement de tous les instants pour les armées.

Accompagnement
social

Offre de
prestations

Soutien à la vie
professionnelle et familiale

ACTION SOCIALE DES ARMÉES



*Notre métier :
vous accompagner*



**Des assistants
de service social
à votre écoute**

Nous
contacter



Nos offres
de service



SOMMAIRE

06 | FLASH-BACK

08 | ACTUALITÉ

Le commissaire général
hors-classe Olivier Marcotte
nommé directeur central du SCA

10 | VU SUR LES RÉSEAUX

12 | INNOVATION

Du nouveau dans le domaine
de l'équipement du combattant

16 | SIMPLIFICATION

Retour sur la 3^e édition
des Assises de la simplification

20 | DOSSIER

Sécurisation des Jeux olympiques
et paralympiques 2024 : soutenir
une opération d'envergure

32 | ÉVÈNEMENT

Un 14 juillet inédit, dans un
contexte symbolique fort

34 | IMMERSION

Au cœur du soutien
à la Marche de Nimègue

38 | RETOUR SUR...

Les trois années et demie
du CRGHC Philippe JACOB à la tête
du service du commissariat des armées

Suivez le Commissariat des armées sur internet

<https://www.defense.gouv.fr/commissariat>



YOUTUBE

Commissariat des armées



INSTAGRAM

@Commissariatdesarmees



TWITTER

@SCArmees



LINKEDIN

Commissariat des armées





FLASH-BACK

05 juillet 2024.

Le commissaire général hors-classe Philippe Jacob, alors directeur du service du commissariat des armées, préside la cérémonie d'adieu aux armes du commissaire général hors-classe Hervé Monvoisin, inspecteur du Service. Dans son ordre du jour, le CRGHC Philippe Jacob lui a rendu un hommage très appuyé et a salué le parcours exemplaire de cet officier qui a « *servi les armées avec un haut niveau d'excellence et un engagement de réformateur qui vous a inspiré jusqu'à votre dernier jour sous l'uniforme* ».

© Marion LOTTEGIER/SCA/Défense

Un nouveau directeur central *à la tête* du service du commissariat des armées

Rédaction : Marion LOTTEGIER
Illustrations : Marion LOTTEGIER/SCA/Défense

Par décision prise en Conseil des ministres du 19 juin 2024, le commissaire général de 1^{re} classe Olivier Marcotte est nommé directeur central du service du commissariat des armées (SCA) à compter du 1^{er} août 2024, et élevé le même jour aux rang et appellation de commissaire général hors classe.

Il succède au commissaire général hors classe Philippe Jacob qui a dirigé le SCA pendant trois ans et demi. Le nouveau directeur central poursuivra les chantiers de transformation et de modernisation du Service entrepris par son prédécesseur, avec l'objectif d'avoir un « service du commissariat robuste, *« dans, avec et pour les armées », en mesure de délivrer le soutien qui est attendu de nous ».*

Déterminé à mener sa mission avec abnégation, combativité, esprit de service et dévouement, le directeur central s'appuiera sur quatre principes d'action : confiance, probité, rigueur et pragmatisme.

Pour son premier déplacement en tant que directeur central du Service, le CRGHC Olivier Marcotte s'est rendu à l'Établissement Logistique du Commissariat des armées (ELoCA) de Brétigny, au groupement de soutien de la base de défense d'Île-de-France, au Camp des Loges à Saint-Germain-en-Laye. Une visite symbolique, au cœur du réacteur du soutien à la force de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024.



« Quand on prend ses fonctions de directeur central, on va au contact du terrain. Cela fait quatre ans aujourd'hui que le GSBdD Île-de-France a été créé. Il a dû faire face à de nombreux défis et celui du soutien à la force de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques est sans doute le plus important de tous. [...] Nous sommes les forces armées. Nous matérialisons le soutien. C'est un travail de l'ombre mais un travail gratifiant. Continuons à travailler notre excellence et à progresser. Faire simple, faire sobre, être réactif : ce sont ces thématiques que je souhaite promouvoir ».



Le commissaire général hors-classe Olivier Marcotte est né le 18 mai 1966 à Lens. Titulaire d'une maîtrise de sciences économiques, c'est en 1988 qu'il rejoint les rangs de l'armée en intégrant la promotion « Sous-lieutenant de la Taille Trétinville » de l'école du commissariat de l'air, à Salon de Provence.

Après un séjour d'un an au Sénégal de 1990 à 1991, il sort diplômé du CNAM en 1992, dans le domaine de la gestion des projets de système d'information. Il tient alors une première affectation dans sa spécialité, en charge du système d'information logistique des matériels du commissariat de l'armée de l'air (1992-1998), avant de rejoindre la base aérienne 217 de Brétigny-sur-Orge en tant que commissaire de base et chef du soutien personnel.

En 2001, il prend le poste de directeur adjoint du service informatique du commissariat de l'air, avant d'être nommé adjoint au sous-directeur « administration générale » à la direction centrale du commissariat de l'air en 2003. Un an plus tard, il est détaché au cabinet du secrétaire général pour l'administration en charge de la rédaction du schéma directeur des systèmes d'information d'administration générale du ministère.

En 2005, il intègre l'École de Guerre, puis rejoint l'état-major de l'armée de l'Air en tant que directeur de la division contrôle de gestion, poste qu'il occupera de 2006 à 2009.

De 2009 à 2013, il occupe le poste de chef de la section transformation des armées au sein de la division Études Synthèse et Management Général (ESMG) de l'État-major des armées, avant de rejoindre le service du commissariat des armées en 2013 en tant que directeur du commissariat d'outre-mer et chef du GSBdD de Nouvelle-Calédonie.

L'objectif est d'avoir un service du commissariat des armées robuste, « dans, avec et pour les armées » en mesure de délivrer le soutien qui est attendu de nous

À son retour en métropole, il prend la direction du service ministériel opérateur des droits individuels à Rambouillet, où il y exerce l'autorité fonctionnelle renforcée de la solde pour LOUVOIS, assure la montée en puissance de Source Solde et la bascule de la Marine nationale, et conduit en parallèle les projets de transformation des déplacements professionnels du ministère. Il est promu commissaire général de deuxième classe le 1^{er} mars 2019.

Il rejoint la direction centrale du SCA le 1^{er} juillet 2019, en tant que sous-directeur numérique, puis prend les fonctions de sous-directeur performance-synthèse le 1^{er} septembre 2020.

Promu commissaire général de 1^{re} classe le 1^{er} janvier 2021, il est nommé, quelques semaines plus tard, le 31 mars, directeur central adjoint du service du commissariat des armées. Il assure la direction opérationnelle du Service pour préparer et soutenir les opérations, adapter son organisation et répondre aux enjeux de la réforme du commandement et du contrôle interarmées, ainsi que de la stratégie militaire générale arrêtée par le chef d'état-major des armées dans le contexte de la nouvelle loi de programmation militaire.

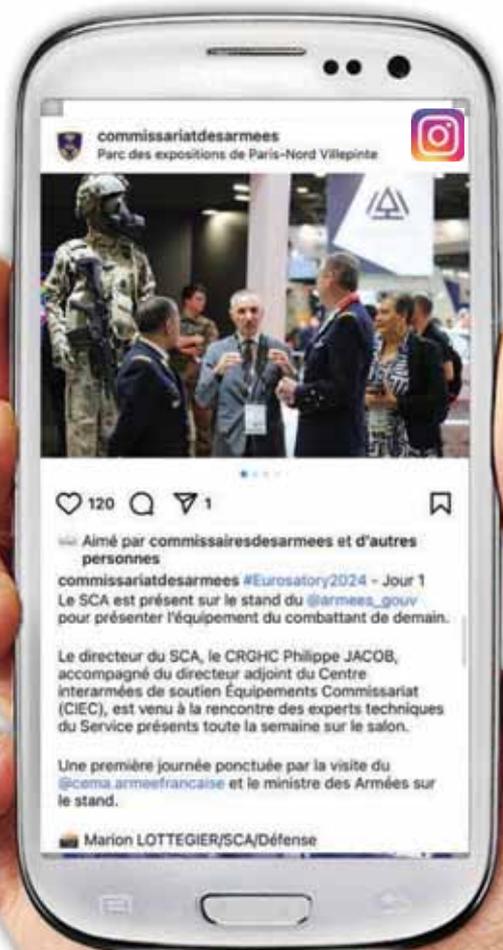
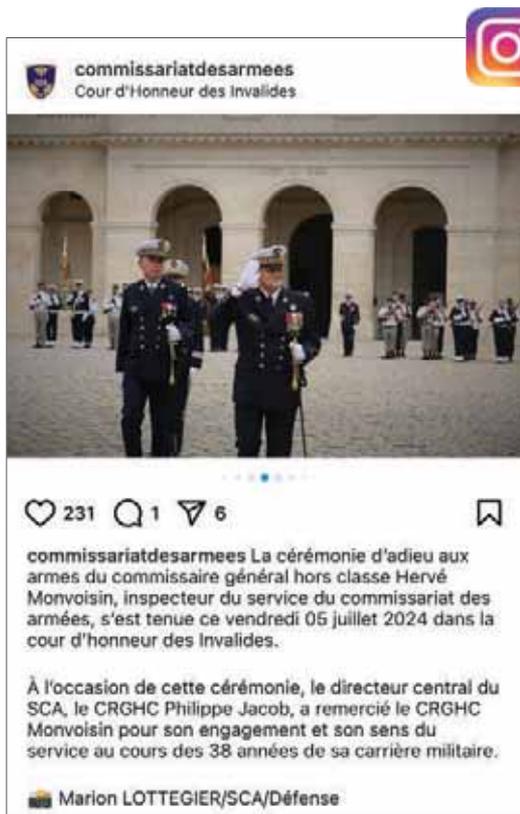
Le 1^{er} août 2024, il est nommé directeur central du SCA et élevé au rang de commissaire général hors-classe.

Le commissaire général hors-classe Olivier Marcotte a effectué deux opérations extérieures en tant que commissaire conseiller : en Arabie Saoudite (Alysse) en 1994 et au Kosovo (Mitrovica) en 2000.

Il fut auditeur de la 62^e session du Centre des Hautes Etudes Militaires, et de la 65^e session nationale « politique de défense » de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale de 2012 à 2013.

Il est officier de la Légion d'honneur et officier de l'Ordre national du mérite.

VU SUR LES RÉSEAUX



commissariatdesarmees
Avenue Foch



166 2

Aimé par commissairesdesarmees et d'autres personnes

commissariatdesarmees J-1 avant le défilé du #14juillet 🇫🇷

Dernières répétitions et derniers préparatifs pour le bloc de l'École des commissaires des armées.

Rendez-vous sur l'avenue Foch ou derrière vos écrans pour suivre le défilé, puis dans les jardins Nord des Invalides pour rencontrer et découvrir le SCA à l'occasion de l'opération de relations publiques !

Marion LOTTEGIER/SCA/Défense



Commissariat des armées · 06/07/2024

Le SCA était présent à l'inauguration du ca Caporal Alain Mimoum par @SebLecornu, aux côtés de @CEMA_FR, @Gouv_mili_Paris et @Anne_Hidalgo, fruit d'un travail conjointement mené entre le SCA et l'EdA pour soutenir la force de sécurisation de @Paris2024.

Chef d'état-major d... · 06/07/2024

Avec @SebLecornu pour l'inauguration du camp Caporal Alain Mimoum sur le site de Reuilly à Paris.

Une installation hors norme mise en place en un temps record, apte à soutenir au quotidien les milliers de militaires qui vont contribuer à la sécurisation de @Paris2024.

Travail Voir plus



1 17 740



Commissariat des armées
20 145 abonnés
4 sem. · 🇫🇷

Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 🇫🇷

À J-3 de la cérémonie d'ouverture, le directeur central du SCA, le CRGHC Philippe Jacob, s'est rendu sur plusieurs sites d'Ile-de-France qui accueillent la force de sécurisation des Jeux.

L'occasion d'attester que le soutien est au rendez-vous de cette opération d'envergure pour les armées françaises et de rencontrer ceux qui sont mobilisés pour le délivrer.

Émilie ROBLOT/SCA/Défense

Ministère des Armées




Commissariat des armées
20 145 abonnés
2 sem. · 🇫🇷

À compter de ce 1er août 2024, le commissaire général hors classe Marcotte Olivier prend la direction du service du commissariat des armées (SCA). Il succède au commissaire général hors classe Philippe Jacob qui a dirigé le Service pendant trois ans et demi.

Le nouveau directeur central poursuivra les chantiers de transformation et de modernisation du service entrepris par son prédécesseur, avec l'objectif d'avoir un « service du commissariat robuste, dans, avec et pour les armées », en mesure de délivrer le soutien qui est attendu de nous ».

Retrouvez son premier ordre du jour en tant que directeur central https://lnkd.in/je8SYhA_y

Ministère des Armées
État-Major des Armées

Un nouveau directeur central à la tête du service du com...
defense.gouv.fr

351 28 commentaires · 14 republications



Innovation dans le domaine de l'équipement du combattant : le SCA au cœur du dispositif de défense français

Rédaction : Marion LOTTEGIER

Illustrations : Marion LOTTEGIER/SCA/Défense

Pour répondre avec technicité, expertise et précision aux attentes des armées, le service du commissariat des armées, par l'intermédiaire des compétences mises en œuvre au sein du centre interarmées du soutien Equipements Commissariat (CIEC), procède à une réévaluation constante et une adaptation permanente de l'équipement du combattant. Anticiper leurs besoins futurs afin d'assurer la qualité et l'efficacité du soutien qu'il leur délivre est la ligne de conduite du Service.

« L'adaptation du soutien et l'amélioration de sa qualité passent par le développement de nouveaux effets visant à répondre aux besoins des forces. Le point de départ de l'innovation est le besoin exprimé par les armées », précise le commissaire général de 2^e classe (CRG2) Éric Neumann, directeur du CIEC.

La 28^e édition du salon mondial de la Défense et de la Sécurité terrestres et aéroterrestres (Eurosatory) s'est tenue du 17 au 21 juin dernier sur le thème « Détecter, comprendre et détruire les nouvelles menaces ». Quelques 2 000 exposants y ont participé. Parmi eux, le service du commissariat des armées a présenté l'équipement du combattant de demain aux plus de 60 000 visiteurs. Les dernières innovations portées par le Service dans le domaine de la balistique et de l'habillement, dont notamment le gilet porte-plaques polyvalent (G3P), le système de contrôle de plaques balistiques



GMOS-Thermos, le nouveau casque F3 destiné aux forces spéciales ou encore le nouveau bariolage multi-environnement, ont été exposées.

La conception et le développement du gilet porte-plaques polyvalent (G3P) s'inscrit dans la volonté du Service d'adapter et d'améliorer sans cesse la protection du combattant. Composé de plaques à base de céramique hybride (issue d'un mélange de plusieurs types de céramiques – carbure de bore, carbure de silicium, titane, etc.), il allie ergonomie, modularité, légèreté et protection contre les balles perforantes, permettant ainsi une optimisation de la mobilité des forces tout en assurant une protection renforcée. Son atout majeur réside dans sa modularité, en fonction de la menace du théâtre d'intervention. L'intégration, à la conception, du maintien en condition opérationnel (MCO) de niveau 1 (niveau utilisateur) permet au soldat d'être autonome dans les réparations de son gilet pare-balles. « *Ce gilet est destiné aux forces spéciales, aux opérateurs du commandement des opérations spéciales (COS)* », explique Vincent, expert à la division technique innovation (DTI) du CIEC. « *Il permet de se protéger balistiquement contre des munitions perforantes et il permet également de pouvoir moduler sa protection par rapport à la menace présente sur le théâtre. En fonction du niveau de menace, l'opérateur peut ainsi mettre soit une plaque plus légère pour améliorer sa mobilité, soit ajouter des plaques de classe 4 pour obtenir une protection complète, notamment contre des munitions de type*

sur l'arrière du gilet et qui lui permet d'emporter notamment son casque de protection, une ration de combat et de l'eau ». Actuellement en réalisation dans le cadre des approvisionnements, des premières livraisons sont déjà intervenues dans les unités concernées.

Les chocs reçus sur les plaques balistiques entraînent un risque d'endommagement des performances balistiques. Afin de contrôler l'intégrité des plaques, le CIEC a développé, en partenariat avec une entreprise, le système GMOS-TherMOS, qui vise à détecter les chocs et les variations de températures. Ces détecteurs se présentent sous forme de petits capteurs dotés d'une oscillation calibrée qui, une fois positionnés sur la surface des plaques balistiques, émettent une alerte sur l'intensité du choc reçu et le risque de perte d'intégrité et de performance balistique. « *Les plaques balistiques de niveau 4 sont composées d'une céramique qui peut être endommagée avec les chocs, ce qui entrave la protection du combattant. Le détecteur de chocs se présente sous forme de puce : quatre puces sont positionnées sur la plaque, deux sur la face interne et deux sur la tranche. Lorsque la plaque a subi un choc trop important, un témoin lumineux rouge s'allume afin d'alerter l'utilisateur sur la perte*



L'adaptation du soutien et l'amélioration de sa qualité passe par le développement de nouveaux effets visant à répondre aux besoins des forces.

snipper ». L'atout majeur du G3P réside donc sa modularité, permettant ainsi au combattant de configurer sa protection en fonction de la mission. « *Les plaques s'insèrent dans le gilet et peuvent être interchangeables. Le combattant peut également avoir un petit sac à dos qui va s'accrocher*



d'efficacité et donc de protection de sa structure balistique », témoigne Isabelle, ingénieure à la division technique innovation du CIEC. Avec ce détecteur de chocs, l'utilisateur est en mesure de contrôler, peu importe où il se trouve, l'intégrité de ses plaques, permettant ainsi de s'assurer d'une protection optimale en tout lieu et toutes circonstances et de renforcer la protection du combattant. Actuellement en cours de développement, plus de 60 000 puces seront produites et livrées en 2025, ce qui permettra d'équiper plus de 15 000 plaques, en priorité dans les unités les plus exposées aux combats, dont notamment les forces spéciales.

Si l'équipement balistique fait l'objet d'une réévaluation et d'une évolution constante afin d'assurer une protection à la hauteur des risques encourus tout en favorisant la légèreté et la mobilité du combattant, la tenue de combat est également source d'innovation et d'adaptation. En partenariat étroit avec l'armée de Terre, le SCA a ainsi mis au point un nouveau bariolage de la tenue de combat : le bariolage multi-environnement (BME). Essentiel à la réussite de la mission du combattant, ce bariolage lui permet de ne pas être distingué dans son environnement, de jour comme de nuit. Le BME est destiné à remplacer les deux bariolages actuellement en vigueur dans les forces conventionnelles françaises (Centre-Europe et désert). « *Constitué de textile en aramide de six couleurs en forme brisées, atténué par un dégradé avec la présence de blanc et de branchage, il permet d'accroître la furtivité du combattant en augmentant de 25% son délai de détection. Résistant au feu, à l'abrasion, à la déchirure, perméable à l'air, ce bariolage a un usage interarmées et a vocation à devenir l'unique bariolage en vigueur dans les armées françaises* », explique Delphine, experte au bureau confection de la division technique innovation du CIEC et présente au salon Eurosatory pour présenter les innovations dans le domaine de l'habillement.

Fort de ses évolutions techniques, le soutien aux forces armées ne cesse de s'adapter aux contraintes et changements. Les singularités de chaque théâtre d'opération font de l'adaptabilité la caractéristique première du soutien délivré par le SCA. « *Dans le contexte géopolitique actuel, la spécificité du vêtement froid devient un atout majeur pour nos armées. Le SCA opère une bascule stratégique de ses marchés « habillement » afin de répondre au plus vite à ces nouveaux besoins* », explique le directeur du CIEC. Le militaire dispose ainsi aujourd'hui d'un panel d'articles pour lutter durablement contre le froid, à l'image de la parka bariolée zone enneigée, du treillis

montagne et de la veste thermique montagne, exposés et présentés sur le salon Eurosatory. Une veste thermique polyvalente (VTP) a par ailleurs été récemment mise au point, afin de remplacer la veste polaire jugée trop lourde et trop encombrante.



Le nouveau bariolage multi-environnement permet d'accroître la furtivité du combattant en augmentant de 25% son délai de détection.



Si le contexte d'économie de guerre dans lequel nous nous trouvons et les exigences du soutien aux forces armées en termes d'autonomie, d'efficacité et de résilience nécessitent une réévaluation et une adaptation constante de l'équipement du combattant, celles-ci doivent s'inscrire dans une démarche de développement durable. Le recyclage et le réemploi des effets militaires sont ainsi au cœur des travaux menés par le SCA, en lien étroit avec les industriels et partenaires du Service. Une étude est en cours sur le recyclage des tenues du combattant, notamment du treillis F3, afin de récupérer la fibre des effets non-utilisés pour la réintroduire dans de nouveaux effets. « *Une politique globale de collecte des effets militaires pour réemploi et recyclage est en expérimentation afin d'être en phase à la fois avec les objectifs des politiques environnementales et les besoins opérationnels des forces armées* », témoigne le commissaire en chef de 1^{re} classe Sammy, chef de projet recyclage-textile au CIEC.

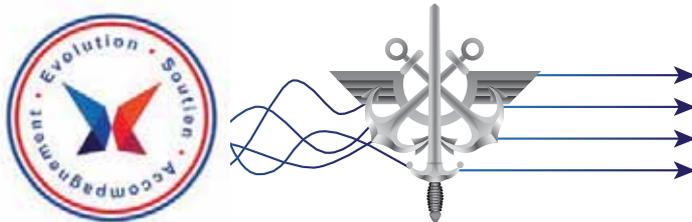
Concilier économie de guerre, innovation et transition écologique est aujourd'hui au cœur des travaux menés par le Service. Avec en ligne de mire un seul objectif : répondre aux attentes et aux besoins des forces armées et leur délivrer un soutien en tout temps, tout lieu, toutes circonstances.



SIMPLIFICATION

Le SCA aux commandes de la 3^e édition des Assises de la simplification

Rédaction : Marion LOTTEGIER
Photos : CR1 Emilie ROBLOT/SCA/Défense
Dessins : Stéphane de Mourzon



« *Simplification : soyons concrets !* ».

Tel était le fil conducteur de la 3^e édition des Assises de la simplification organisée par le service du commissariat des armées (SCA) le 9 juillet dernier. Un événement majeur pour les armées, directions et services avec un objectif phare : capitaliser sur un premier élan collectif de simplification pour atteindre un changement de culture durable.

Ces Assises de la simplification, qui se sont tenues en présence de nombreuses hautes autorités civiles et militaires des armées, directions et services, visaient à diffuser l'esprit de simplification en partageant les expériences utilisateur et en mettant à l'honneur le personnel qui conduit et met en œuvre les actions de simplification sur le terrain. « *La simplification est l'expression*

collective de notre mission personnelle ; elle est le fruit d'un investissement collectif. Simplifier est une œuvre commune pour le bien commun. Il nous faut développer et diffuser l'esprit de simplification », a déclaré l'amiral Pierre Vandier, Major général des armées (MGA), lors de son discours d'introduction, prônant ainsi l'importance de la simplification, du changement d'esprit et du travail collectif pour obtenir des résultats.

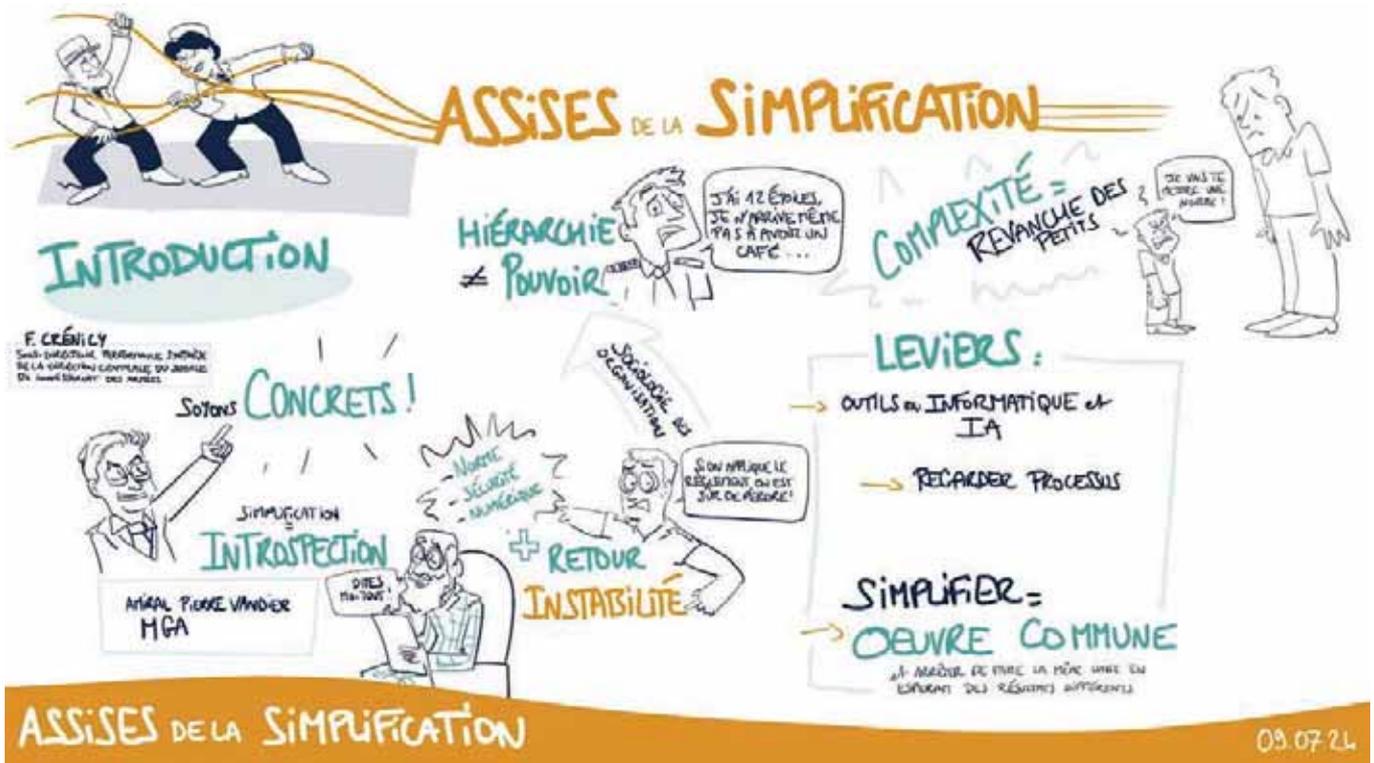
Afin de rendre concret les démarches de simplification mises en œuvre par les armées, directions et services, et capitaliser sur ces progrès, la 3^e édition des Assises de la simplification mettait en scène les expériences du soldat à travers l'illustration de six parcours selon des thématiques diverses. Ces parcours mettaient en exergue les sources de satisfaction, d'insatisfaction et les mesures de simplification mises en œuvre et celles à venir, ainsi que leurs éventuelles contraintes. Parmi les thématiques abordées : la simplification de la mobilité du soldat, l'optimisation du fonctionnement des structures opérationnelles ou encore la lutte contre la



suradministration. Dans chacun des domaines, les armées, directions et services ont présenté les mesures de simplification développées et mises en place.



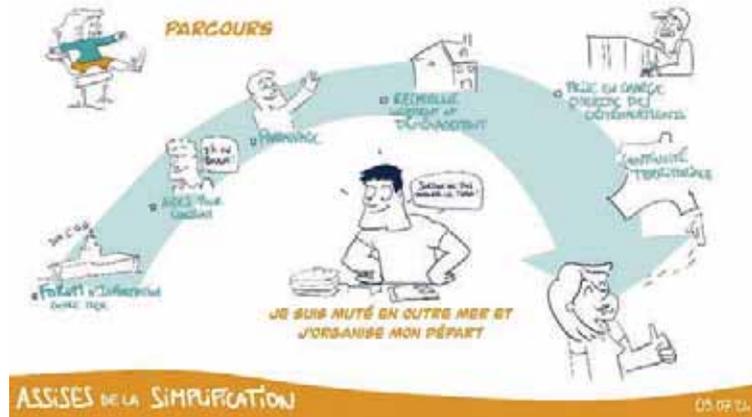
La simplification est l'expression collective de notre mission personnelle. Elle est le fruit d'un investissement collectif. Simplifier est une œuvre commune pour le bien commun



SIMPLIFICATION

Le SCA a ainsi présenté, à travers le témoignage d'un bénéficiaire du soutien, le dispositif de la plateforme multi-déménageurs (PFMD) conçu pour faciliter et améliorer la vie du militaire muté et de sa famille. Ce dispositif permet au personnel militaire, en quelques clics sur internet, de recevoir en moins de 72h au moins deux devis comparatifs des PFMD pour son déménagement. Aucune avance n'est requise grâce à la prise en charge directe (PCD) des frais de déménagement par l'administration. Ouverte depuis le PAM 2019 pour les déménagements en métropole, la PCD *via* la PFMD a été étendue aux déménagements réalisés par voie routière entre la France métropolitaine et un Etat étranger ou inversement. Une mesure de simplification qui représente un avantage financier pour l'agent et sa famille, mais également un gain de temps considérable grâce à une procédure 100% dématérialisée.

Le chef d'état-major des armées (CEMA), le général d'armée Thierry Burkhard, a conclu cette édition des Assises de la simplification en évoquant l'objectif premier de toutes ces mesures de simplification : l'efficacité opérationnelle. « *Pourquoi simplifions-nous ? Pour l'efficacité opérationnelle. Pour répondre à un environnement stratégique de plus en plus complexe. Pour montrer notre détermination. Pour commander plus simplement. Pour créer de la liberté d'action en augmentant notre efficacité opérationnelle et organisationnelle* » a ainsi déclaré le CEMA. Un discours à l'issue duquel il a



remis les prix de la simplification aux personnels qui conçoivent et développent les mesures phares de simplification. Le prix de la simplification des processus a ainsi été remis à l'armée de Terre pour la mesure de simplification « *Suppression du contrôle des chronotachygraphes de la gamme tactique* », celui de la simplification opérationnelle a été décerné à l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE) pour son simulateur à la conduite de véhicules tout-terrain pour la formation des pompiers de l'AAE, tandis que le prix de la simplification logistique a été remis à la Marine nationale pour le développement de Salamandre, le système d'administration logistique d'articles et de matériels nomenclaturés dépendant



de la responsabilité des entités. Le service du commissariat des armées s'est quant à lui vu décerner le prix de la simplification de l'appel au soutien pour la conception et la mise en œuvre du panier multi-prestations, fonctionnalité d'Eurêka qui permet de « commander » de façon groupée des prestations relatives à un exercice opérationnel. Une mesure de simplification saluée par le chef d'état-major des armées : « *Le SCA a cherché à pallier aux contraintes actuelles qui pèsent sur les bénéficiaires du soutien. La connaissance des contraintes de l'autre doit nous pousser à réagir et à agir* ».

Réduire la complexité, se concentrer sur l'essentiel, adopter un état d'esprit qui recherche la meilleure façon de faire. Tels sont les trois éléments constitutifs de la sim-



plification, véritable levier de performance afin d'assurer un soutien cohérent, efficace, lisible et accessible. Acteur clé de la simplification, le service du commissariat des armées œuvre au quotidien pour faire de la simplification une compétence, une discipline, une culture partagée par tous les acteurs.

Zoom sur... le panier multi-prestations, fonctionnalité d'Eurêka

Si Eurêka, plateforme unique d'accès au soutien, s'inscrit pleinement dans le processus de simplification, certaines prestations de soutien collectif nécessitent la réalisation de plusieurs démarches au sein même d'Eurêka. Pour simplifier et palier ces démarches multiples, le SCA a imaginé et conçu le panier multi-prestations sous Eurêka, qui permet le regroupement derrière une demande unique de plusieurs demandes liées à un même besoin. Le bénéficiaire du soutien réalise alors une demande unique au lieu de plusieurs demandes. Le premier panier multi-prestations a été mis en œuvre dans le cadre de la préparation des exercices opérationnels. La conduite d'exercices opérationnels induit de

formuler plusieurs demandes de soutien dans différents domaines (restauration, équipement, matériels de vie en campagne, soutien pétrolier, etc.). Un concept qui permet simplicité car une seule démarche est à initier depuis Eurêka, transparence puisque le bénéficiaire du soutien peut suivre sa démarche sur la plateforme, et proximité grâce à la possibilité d'échange avec les opérateurs du soutien via le tchat.

Le dispositif a été expérimenté et mis en œuvre dans les GSBdD de Draguignan, Mourlemon, Cazaux et Brive-la-Gaillarde, et a vocation à être généralisé et décliné pour d'autres services (organisation de séminaire par exemple).





JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024

UN SOUTIEN HORS-NORME POUR UNE OPÉRATION INÉDITE

Loger, nourrir, équiper, transporter.
Pour soutenir la force de sécurisation, le service du commissariat des armées (SCA) a mis en œuvre un large panel de ce qu'il est en mesure de fournir. Une opération qui diffère de l'ensemble des autres opérations conduites jusqu'à présent par le SCA du fait de son volume : plus de 15 000 militaires à soutenir.

Retour sur une opération de soutien d'envergure.

Décembre 2022. Le service du commissariat des armées se met en ordre de bataille pour construire le soutien à délivrer à la force de sécurisation. Les concepts de soutien Commissariat sont posés et prennent une teneur « Jeux olympiques et paralympiques 2024 ». Pendant 15 mois, le Service s'est concentré autour d'un objectif commun : délivrer du soutien et être au rendez-vous de cette opération particulière. « *C'est une opération hors-norme en termes de volume de forces engagées sur le territoire national, donc le soutien délivré doit être hors-norme* », nous confiait le commissaire en chef de 2^e classe Mikael, alors en charge de la planification des opérations à l'état-major opérationnel du SCA (EMO-SCA). Quelques chiffres pour traduire l'aspect hors-norme de l'investissement pour le Service : plus de 11 000 lits et armoires de campagne ont été acheminés et déployés, presque autant de tables et chaises, plus d'une centaine de tentes et plus d'une vingtaine de gros matériels de vie en campagne (éléments tractés de cuisson, conteneurs douches, unités de traitement du linge en campagne, remorques lave-vaisselle). Une mobilisation importante de moyens matériels couplée à un effort humain conséquent : plus de 3 000 personnels du Service, civils, militaires, d'active ou de réserve, ont été mobilisés pour soutenir la force de sécurisation.



C'est une opération hors-norme en termes de volume de forces engagées sur le territoire national, donc le soutien délivré doit être hors-norme.

LOGER

Pour loger la force de sécurisation, onze camps ont été montés en Île-de-France, un à Marseille et un à Châteauroux. Des camps positionnés pour être à proximité immédiate des sites de patrouille, afin de rendre la force la plus opérationnelle possible. Qu'ils soient montés par l'Économat des armées (EdA) comme c'est le cas du camp « Caporal Alain Mimoun » situé sur la pelouse de Reuilly, créés et installés sur des camps déjà existants comme en plein Paris à l'École Militaire, ou localisés dans des établisse-



ments publics comme à Châteauroux, tout le mobilier pour assurer le soutien en hébergement a été délivré par le SCA. « *Compte tenu de l'importance du dispositif mis en place pour assurer la sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024, il était nécessaire d'anticiper les moyens qui allaient devoir être mis en place. Cela consistait à approvisionner, dès mars 2023, un certain nombre de matériels de vie en campagne, notamment des armoires de campagne, des lits picots et des tentes de stationnement, pour être sûrs de*





disposer de la ressource le jour où les forces allaient être déployées sur le terrain », explique le commissaire général de deuxième classe Renaud Dutt, nouveau directeur du centre interarmées du soutien Équipements Commissariat (CIEC). Plus de 11 000 lits et armoires de campagne et autant de chaises et tables ont ainsi été acheminés depuis les Établissements logistiques du Commissariat des armées (ELoCA) et installés sur les camps. Une manœuvre d'ampleur pour le Service, maîtrisée et conduite dans les temps qui a permis à la force de disposer d'un soutien en hébergement à la hauteur de l'opération. « L'ELoCA de Brétigny a été particulièrement sollicité pour assurer la mise en condition, le conditionnement et la ventilation des matériels destinés à assurer le soutien en hébergement sur les différents camps », témoigne le commissaire en chef de 2^e classe (CRC2) David, directeur de l'ELoCA de Brétigny.

« Plus de 150 conteneurs ont été chargés en matériels de vie en campagne. Plus de 190 tentes, tous modèles confondus,



**Pour des questions d'agilité,
de réactivité et d'efficacité,
il convenait de trouver une solution
de restauration sur le terrain
pour les unités en patrouille.**



ont été acheminées vers les différents sites d'hébergement, ainsi que des milliers de lits, armoires de campagne, tables et chaises ». Cette manœuvre a nécessité un suivi des stocks rigoureux et une mobilisation de l'ensemble du personnel, en coopération étroite avec les armées, et plus particulièrement l'armée de Terre et le 14^e régiment d'infanterie et de soutien logistique parachutiste (14e RISLP).

« Pour mettre en œuvre le matériel Commissariat et veiller à son bon fonctionnement, un élément soutien du combattant armé par le 14^e RISLP, composé de 24 électromécaniciens frigoristes (EMF) a ainsi été formé par le personnel de l'ELoCA de Brétigny afin de leur assurer la pleine maîtrise du matériel pendant la période de soutien », explique le CRC2 David. Une collaboration et un travail d'équipe qui ont permis la bonne mise en œuvre du matériel de vie en campagne sur les différents sites et une maintenance pendant toute la durée de l'opération de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 par les forces armées.

NOURRIR

Sur le terrain, le défi relevé quotidiennement par le personnel RHL fut conséquent : nourrir quotidiennement plus de 15 000 hommes, répartis sur plus de 15 sites différents aux particularités qui leur sont propres, sans délaisser le soutien courant. Pour ce faire, de nombreux matériels d'alimentation en campagne ont été déployés : éléments tractés de réchauffage et de cuisson (ETRAC), conteneurs frigorifiques, conteneurs de préparation, chaînes de distribution, tentes, mobiliers, etc. Cuisiner pour un tel effectif et parfois sur du matériel de vie en campagne requiert organisation, souplesse et adaptation. Mais que ce soit en Île-de-France, à Châteauroux, à Marseille ou en Polynésie Française, les équipes RHL, renforcées par du personnel venu d'autres organismes du Service ont été au rendez-vous de l'enjeu de la mission. Nourrir les unités stationnées sur les différents camps... mais également lorsqu'elles sont en patrouille. « *Pour des questions d'agilité, de réactivité et d'efficacité, il convenait de trouver une solution de restauration sur le terrain, en dehors des restaurants militaires, pour les unités en patrouille* », explique Jean-François Lopez, directeur de la plateforme Commissariat (PFC) Sud-Est. Pour assurer le soutien restauration aux unités sur le terrain, la PFC Sud-Est, en lien avec le centre interarmées du soutien Restauration Loisirs (CIRL), a œuvré à la conception d'une solution d'alimentation nomade. Elle a ainsi mis au point le concept du pass restauration en contractualisant avec la société PLUXEE, anciennement SODEXO. « *Plus de 15 000 pass*



restauration ont été commandés et mis en circulation pour offrir aux unités un soutien restauration en dehors des camps ». Ce pass « alimentation » prend la forme d'un support monétique adossé au titre restauration. Le détenteur de la carte a ainsi accès à l'ensemble du réseau d'enseignes affilié au réseau PLUXEE. « *C'est un outil simple et rapide qui lui permet d'accéder facilement à des enseignes et ainsi se restaurer pendant ses patrouilles. Chaque pass détient un montant maximal de 40€ par jour qui permet au militaire de se restaurer pour le petit-déjeuner, le déjeuner et le dîner, dans n'importe quelle enseigne présentant le logo PLUXEE ou SODEXO* » développe le commissaire principal Nicolas, renfort J8 au sein de la cellule de conduite des JOP du centre de planification et de conduite des opérations (CPCO). Si son utilisation est simple, elle est néanmoins très

encadrée. « Les détenteurs du pass n'ont pas le droit de l'utiliser s'ils sont à proximité d'un restaurant du ministère des Armées ou d'un restaurant conventionné, ni lorsqu'ils sont en quartier libre ». Au total, ce sont plus de 180 000 enseignes sur l'ensemble du territoire national qui acceptent le pass restauration, dont plus de 42 000 en Île-de-France.

Pour assurer le pilotage et le suivi du dispositif pendant la période des Jeux olympiques et paralympiques 2024, le centre interarmées du soutien administration des opérations (CIAO) a coordonné l'action de l'ensemble des acteurs du dispositif, recueilli les besoins des états-majors de zone de défense pour le chargement des



cartes permettant à la PFC Sud-Est d'émettre les bons de commande et a été le relai unique des sujets financiers avec la société PLUXEE. « Pour plus de fluidité dans les échanges et pour faciliter le partage d'information, j'ai intégré la cellule de conduite des Jeux du CPCO, ce qui m'a permis de disposer de l'ensemble des informations liées au soutien à la force de sécurisation et de me coordonner avec l'ensemble des acteurs, dont notamment l'EMO-SCA. Cela a permis une cohérence du dispositif SCA durant toute la période des Jeux olympiques et paralympiques 2024 », conclut le commissaire principal Nicolas.



QUELQUES CHIFFRES

-  **3 000 personnels du SCA engagés (300 en renfort)**
-  **Plus de 15 000 militaires soutenus**
-  **13 camps montés en France
11 en Île-de-France**
-  **20 000 pass restauration distribués**

-  **15 000 pass mobilité délivrés en Île-de-France**
-  **Plus de 3 500 véhicules gamme commerciale mobilisés**
-  **Plus de 11 000 mobiliers de campagne déployés**
-  **Plus de 20 gros matériels de campagne déployés**

TRANSPORTER

Si le positionnement des camps a été pensé pour qu'ils soient autant que possible à proximité immédiate des sites de patrouille, il convenait de faire en sorte que la force soit le plus mobile possible. « *La mobilité est un facteur clé d'efficacité* » témoigne l'état-major opérationnel du SCA. « *L'impératif opérationnel prime. La force doit être active et ne pas être freinée dans sa manœuvre* ». Pour assurer la mobilité de la force de sécurisation, plus de 3500 véhicules ont été acheminés depuis les différents organismes du SCA et mis à disposition des unités. En parallèle, le centre interarmées du soutien à la mobilité (CIMob) a défini une solution de mobilité dans les transports en commun de la région parisienne.

« *Le dispositif qui a été retenu est celui du pass mobilité, carte de circulation valable sur l'ensemble du réseau de transports en commun de la région Île-de-France* », explique le commissaire en chef de 1^{re} classe Stéphane, directeur adjoint du CIMob. « *Ce pass avait pour but de garantir la mobilité des militaires déployés dans le cadre de l'opération de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024. Plus de 15 000 pass ont ainsi été délivrés aux services du gouverneur militaire de Paris, puis distribués aux unités déployées* ».

Pour définir le besoin et mener à bien le projet, le CIMob, en lien avec l'EMO-SCA, a travaillé en étroite collaboration avec de nombreux acteurs, dont la délégation interministérielle des Jeux olympiques et paralympiques (DIJOP), les services du gouverneur militaire de Paris, la préfecture de police de Paris et Île-de-France Mobilité qui a délivré, à titre gratuit, le pass au profit du ministère des Armées. « *Ce dispositif de mobilité facilitée, 24h/24 et 7j/7, toutes zones, a permis aux forces armées d'appuyer efficacement les forces de sécurité intérieure dans leur mission de lutte contre la menace* ».

ÉQUIPER

Pour équiper l'ensemble des unités déployées, le centre interarmées du soutien Equipements Commissariat (CIEC) a opéré une véritable manœuvre logistique de bascule vers l'avant pour délivrer les effets au plus près des unités. Objectif : délivrer les équipements de protection et effets d'habillement aux plus de 15 000 militaires engagés sur l'opération. « *Il a fallu dans un premier temps, en liaison avec l'état-major opérationnel du Service, définir quel serait le packaging type pour les unités déployées. Puis, dans un second temps, il convenait de définir les conditions et les règles de distribution des différents effets* », explique le commissaire général de deuxième classe Renaud Dutt. Des perceptions collectives ont ainsi été organisées et cadencées sur les mois de juin et juillet. Une manœuvre d'ampleur, avec aux commandes le pôle Montlhéry du GSBdD Île-de-France.



La mobilité est un facteur clé d'efficacité. Le dispositif de mobilité facilitée, 24h/24 et 7j/7, toutes zones, a permis aux forces armées d'appuyer efficacement les forces de sécurité intérieure dans leur mission de lutte contre la menace.





Les perceptions ont eu lieu sept jours sur sept, sur la zone de transit de Brétigny. Le choix a été fait de procéder à des délivrances collectives pour permettre une plus grande fluidité lors des perceptions et un meilleur suivi de l'équipement distribué.



« Les perceptions ont eu lieu sept jours sur sept, sur la zone de transit de Brétigny. Le choix a été fait de procéder à des perceptions collectives : le responsable d'unité perçoit l'équipement pour toute son unité. Cela permet une plus grande fluidité lors des perceptions et un meilleur suivi de l'équipement distribué », témoigne l'adjudant Jean-Michel, chef du magasin HCCA de Brétigny. Parmi les équipements distribués : les effets de protection balistique (plaques balistiques, casques, etc.), les effets de protection nucléaire, radiologique, biologique et chimique et les effets de contrôle de foule (bâtons télescopiques). Une planification et une organisation qui ont permis au Service d'être au rendez-vous de l'enjeu opérationnel que représente l'équipement de la force.



AMÉLIORER LA CONDITION DU PERSONNEL EN OPÉRATION

Pour offrir au personnel déployé sur l'opération des conditions à la hauteur de l'importance de leur mission, le SCA a joué un rôle clé. De nombreuses actions ont ainsi été menées afin de permettre aux militaires déployés sur l'opération de bénéficier de conditions de travail et d'hébergement idéales, ainsi que de certains avantages et compensations. Des travaux confiés à l'équipe J8 de l'état-major de zone de défense de Paris (EMZD Paris), sous la tutelle du J8-SH, le commissaire en chef de 1^{re} classe Jean-François.

Amélioration des structures d'hébergement, facilités pour les déplacements et pour la restauration en patrouille et sur les camps, accès à des loisirs et sites culturels, chèques cadeaux, accès à des infrastructures sportives, remise d'un paquetage « condition du personnel » spécial Jeux olympiques lors de la perception de l'équipement, chèques cadeaux... les pistes d'action pour améliorer la condition du personnel en opération furent nombreuses. Un site internet dédié à l'opération, accessible à tous les militaires déployés depuis un téléphone portable, a par ailleurs vu le jour. Son but ? Délivrer toutes les informations d'ordre général concernant les Jeux olympiques et paralympiques 2024 et l'opération de sécurisation. Y figurent notamment les points

de restauration accessibles avec le pass restauration, un guide pour se déplacer dans les transports en commun de la région Île-de-France avec le pass mobilité, une liste des sites culturels et touristiques accessibles gratuitement aux forces déployées sur l'opération, les infrastructures sportives accessibles gratuitement, les activités payantes à prix préférentiels, les enseignes acceptant les chèques cadeaux, ainsi que les mesures d'accompagnement social et de prévention. Un guide pour chaque site d'hébergement a par ailleurs été élaboré, permettant ainsi à chaque unité d'obtenir toutes les informations relatives à son site de stationnement (hébergement, restauration, etc.). Des axes d'efforts indispensables afin de favoriser la bonne condition du personnel, essentielle à la réussite de la mission opérationnelle et au maintien de la force morale.



Affectés aux GSBdD de Poitiers-Saint-Maixent, d'Île-de-France et à l'ESCA, ils ont été gardien et relayeurs de la flamme

Leur présence est indissociable de la flamme olympique. Parmi les 99 gardiens de la flamme sélectionnés pour cette mission, le second-maitre (SM) François, affecté comme moniteur de sport à l'École des spécialités du commissariat des armées (ESCA), a assuré la sécurité et l'intégrité de la flamme sur le Belem.

Sa mission a débuté au stade panathénaique d'Athènes lors de la cérémonie de passation de la flamme olympique de la Grèce à la France, le 26 avril 2024. Durant douze jours, le second-maitre François s'est dévoué à faire vivre la flamme à bord du voilier, surveillant sans relâche son rechargement en huile.

« Sur le bateau, il y a deux lanternes : une principale et une de secours. Le matin, on se levait vers 06h45. Un de nous allait remplir la lanterne de secours pendant qu'un autre s'occupait de la principale. On prenait le petit-déjeuner avec la lanterne sur la table. Elle faisait partie du paysage, parmi le Nesquik et le café. Trois fois par jour, on lui donnait son biberon de paraffine avec 50ml pour tenir 8h » raconte le SM François.

« Un gardien ne doit jamais quitter la flamme. Et la flamme ne doit jamais quitter son gardien. Elle était

donc toujours aux côtés des gardiens ». L'emblématique symbole des Jeux a ainsi voyagé de la proue à la poupe, visitant chaque partie du voilier, en étant présenté aux marins et invités du bord. « La flamme faisait partie intégrante de l'équipage. Lorsqu'on partait en cuisine pour aider les cuisiniers, elle était posée sur le plan de travail. De même lorsque nous allions voir le mécanicien ou hisser les 22 voiles que comptent le Belem. Et la nuit, nous faisons du quart avec la lanterne ».

Après avoir parcouru 1 200 nautiques, le voilier est arrivé au port de Marseille le 08 mai 2024, sonnante le début du relai de la flamme et la fin de la mission du SM François.

Le 02 juin dernier, c'est au tour du sergent-chef (SCH) Cédric, affecté au GSBdD de Poitiers-Saint-Maixent, de faire rayonner le Service ! Sélectionné parmi les relayeurs de la flamme, il a traversé avec fierté la cour de l'École nationale des sous-officiers d'active ! « C'est une immense fierté et un grand honneur de représenter le GSBdD à cette occasion. C'est une véritable chance et une occasion unique ; être porteur de la flamme olympique, ça n'arrive qu'une fois dans sa vie ! » confie-t-il. Une expérience singulière qu'a également vécu l'adjudant Alexandre, chef du bureau des sports du pôle de Vincennes du GSBdD Ile-de-France, lors du relais de la flamme au château de Vincennes le 21 juillet 2024.



ASSURER LA COORDINATION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN

Pour assurer la coordination de la manœuvre de soutien, le Service a créé un échelon opératif au travers du J8-SH, déployé dès l'été 2023 au sein de l'état-major de la zone de défense de Paris. Sa mission ? Être le relai du Service au plus près du soutien délivré à la force. « *Le périmètre d'action du J8-SH est assez large puisqu'il comprend l'ensemble du soutien apporté par le SCA sur l'ensemble de son périmètre d'action* » explique le commissaire en chef de 1^{re} classe Jean-François qui occupe cette fonction, « *il a notamment à sa charge le dispositif administratif, budgétaire et financier, ainsi que tout ce qui a trait au soutien de l'Homme dans la zone de défense de Paris. Il agit comme une courroie de transmission et est l'interface privilégiée de tous les acteurs* ». Un J8-SH et un état-major de la zone de défense co-localisés avec le groupement de soutien de la base de défense d'Île-de-France, acteur majeur du soutien à cette opération. Une proximité qui a permis d'assurer la cohérence de la chaîne Commissariat, du niveau stratégique au niveau tactique.

Les moyens matériels et humains mobilisés par le service du commissariat des armées pour assurer le soutien à la force de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 furent d'une ampleur jamais vue depuis des décennies. Avec cette opération, le SCA confirme sa capacité à être au rendez-vous des enjeux opérationnels des forces armées et à délivrer un soutien en tout temps, tout lieu, toutes circonstances.



Le SCA, acteur clé de l'externalisation

Pour assurer un soutien à la hauteur de l'opération, le choix a été fait de mettre en œuvre un principe d'externalisation anticipative. Contrairement à ce qu'il se fait traditionnellement en opération où le soutien est d'abord assuré en régie par le SCA puis, une fois la situation sécuritaire stabilisée, il est fait peu à peu recours à l'externalisation, dans le cadre du soutien à la force de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024, un maximum de prestations a été externalisé auprès de l'Économat des Armées (EdA). « *Le choix de l'externalisation anticipative a été fait afin que le SCA puisse conserver sa capacité d'action, ses ressources et sa réactivité, notamment en cas de dégradation de la situation sécuritaire ou de déclenchement d'une opération en parallèle* », témoigne l'EMO-SCA.

Pour mener à bien le chantier de l'externalisation, le sous-chef « opérations » de l'état-major des armées (EMA) a confié dès janvier 2023 le mandat de l'externalisation au SCA. Un mandat qui dépasse le périmètre stricto-sensu du soutien Commissariat, preuve de confiance en la capacité du Service à mener un tel chantier. Pour formaliser et mettre en œuvre l'externalisation auprès de l'EdA, un support contractuel ad-hoc a été créé par la plateforme Commissariat Sud-Est, pouvoir adjudicateur unique pour l'EdA. « *La convention passée avec l'Économat des armées concernait plusieurs fonctions de soutien, dont notamment le soutien de l'Homme, le soutien infrastructure, le transport, la condition du personnel en opération, sur différents sites en Île-de-France, dont le plus important est le camp « Caporal Alain Mimoun »* », explique Jean-François Lopez, directeur de la PFC Sud-Est. La convention passée avec l'EdA a notamment conduit à la construction et l'exploitation du camp « Caporal Alain Mimoun », qui a permis d'assurer un soutien à près de 4 500 militaires pendant toute la durée des Jeux olympiques et paralympiques.

ENTRETIEN AVEC LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL OLIVIER AVEROUS

Le GSBDD Île-de-France, cœur du réacteur du soutien à l'opération



Environ 90% des enjeux opérationnels de la sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 concernaient l'Île-de-France. Une concentration des moyens qui implique une concentration du soutien et une implication importante du GSBdD Île-de-France. Son chef, le commissaire général de 2^e classe Olivier Averous, nous explique la particularité et l'importance de cette opération de soutien pour l'organisme.

« Trois points méritent d'être soulignés. L'empreinte géographique du soutien dans un premier temps. En miroir du plan de stationnement de la force, au plus près des Jeux, la quasi-totalité des emprises du GSBdD a été mobilisée et impactée afin de soutenir quotidiennement la force sur près de 15 sites. Il en a résulté une empreinte humaine conséquente. Ce sont un peu plus de 1 000 personnels du GS, civils et militaires, d'active et de réserve, qui se sont mobilisés, et 200 sont venus en renfort depuis les groupements de soutien de province. Enfin, l'empreinte temporelle. Chaque année, le GS Île-de-France appuie pendant deux semaines les 6 000 défilants du 14 juillet. Cet été, avec les Jeux, l'effort de soutien s'est étalé sur trois mois et a concerné en moyenne 10 000 hommes avec un pic à 13 500 ».

Soutenir une telle opération demande une planification et une préparation pointilleuse.

« Le GS s'est préparé à cet événement il y a plus d'un an, en lien très étroit avec l'EMZD d'Île-de-France et l'EMO-SCA, et en coordination avec l'ensemble des services interarmées et l'EdA. Pour répondre aux enjeux du soutien, une équipe de marque sous la coupe de l'adjoint chef GS a été constituée dès le mois de janvier

2024 pour conduire une analyse capacitaire site par site. Au regard du constat dressé, et avec l'appui de l'ensemble du service du commissariat des armées, nous avons mis à niveau chacun de ces sites. C'est ainsi près de 120 nouveaux matériels de restauration qui ont été installés, de nombreux marchés qui ont fait l'objet d'avenants et des capacités additionnelles en matériels de soutien de l'homme en régie comme externalisées qui ont été déployées. Enfin, à compter du 1^{er} juin, soit un peu plus d'un mois avant le début officiel des Jeux, un centre opération (CO) a été activé 7 jours sur 7. Ce centre opération fut l'interlocuteur unique du commandement interarmées de l'opération et assurait l'interface et la coordination avec les unités de soutien du GS présentes sur chaque site. À l'issue des Jeux olympiques, ce CO s'est attaché à planifier les opérations de désengagement des matériels mis en place, véritable opération dans l'opération. Ce sont ainsi près de 720 containers de matériels Commissariat qui ont été acheminés vers les ELoCA pour être reconditionnés ».

Et lorsqu'on lui demande l'expérience qu'en tire le groupement de soutien de la base de défense Île-de-France, le commissaire général Averous est formel : *« Les Jeux olympiques et paralympiques 2024 ont été une formidable aventure humaine. Cette mission de soutien hors-norme a été un moment fédérateur pour le GS. Il aura gagné en maturité dans la maîtrise de ses process, en réactivité et en culture opérationnelle. Autant d'atouts qui nous permettront, demain, de continuer à renforcer la résilience opérationnelle des armées face aux enjeux de la région Île-de-France. Je retiens également l'engagement et la réactivité de l'ensemble du service du commissariat des armées qui s'est mobilisé dans toutes ses composantes pour être au rendez-vous de cet événement aussi unique qu'hors-norme ».*



14 juillet 2024

une édition inscrite
dans un contexte symbolique fort

Rédaction : CR1 Emilie ROBLLOT

Illustrations : SCA/Défense



Plus encore que les années précédentes, la tenue de l'édition 2024 a nécessité une préparation minutieuse et une adaptation particulière. En effet, le défilé militaire a cette année pris une forme inédite en se tenant avenue Foch en raison du dispositif mis en place pour accueillir les Jeux olympiques et paralympiques 2024. Le service du commissariat des armées (SCA) était une fois de plus au rendez-vous

DÉFILER EN ORDRE SERRÉ

Placé sous les thèmes du 80^e anniversaire de la Libération de la France, des débarquements et de la Victoire, ainsi que les armées et l'olympisme, le défilé a mis à l'honneur les élèves commissaires de la promotion « Rhin et Danube » de l'École des commissaires des armées (ECA) qui ont foulé le pavé parisien parmi les 4 500 militaires défilants. Défiler à l'occasion de la fête nationale est un honneur qui se mérite. Les 42 élèves, deux cadres de l'ECA et leur chef département ont répété sans relâche durant une semaine sur le site de Satory et sur l'avenue Foch pour se présenter fièrement devant les français le Jour J. Un défilé magistral pour cette promotion dont le nom rend hommage aux soldats de la Première armée menés par le maréchal de Lattre de Tassigny.

NOUS RENCONTRER

En parallèle, dans les jardins Nord des Invalides, une équipe de la direction centrale du SCA, représentée par l'ensemble des bureaux employeurs (civil, militaire,

réserve, commissaire) animait un stand recrutement. L'objectif : répondre aux questions des visiteurs et échanger avec la population sur les missions du Service, ses métiers et les différentes voies de recrutement offertes par le SCA. Cette année, le Service a réitéré l'installation d'une exposition photos illustrant le soutien en opérations. Une grande réussite puisque ces illustrations ont permis au grand public de comprendre concrètement les fonctions exercées par le SCA.

Le chef d'état-major des armées, le général d'armée Thierry Burkhard, et le Gouverneur militaire de Paris, le général de corps d'armée Christophe Abad, se sont rendus sur le stand pour saluer et échanger avec le personnel du SCA présents durant cette opération de relations publiques.

Si la configuration des lieux a conduit à adapter le format du défilé, sa portée symbolique est toute aussi forte : valorisation du lien Armées-Nation, solidarité et engagement des armées pour protéger la France et les Français.



Le service du commissariat des armées soutient la marche de Nimègue

Rédaction : Marion LOTTEGIER

Illustrations : Marion LOTTEGIER/SCA/Défense

É vènement international qui accueille chaque année près de 50 000 participants, dont plus de 5 000 militaires de plus de 25 nationalités différentes, la marche de Nimègue consiste en une marche de quatre jours en circuit en étoile autour de Nimègue, aux Pays-Bas. Au total, plus de 160 kilomètres à parcourir, à raison de 40km environ par jour, sur voie bitumée, en tenue militaire complète avec un sac lesté de 10 kilos. Une épreuve d'endurance et de préparation physique et mentale des militaires, couplée à un hommage aux soldats morts autour d'Arnhem en 1944 lors de l'opération Market Garden.

Pour soutenir la délégation française, le commandement de la force et des opérations terrestres (CFOT) a désigné le groupement de soutien de la base de défense de Lille comme GSBdD menant. Sa mission ? Assurer le soutien et le ravitaillement de la délégation durant les quatre jours de marche. Une première pour le service du commissariat des armées. « *C'est la première fois que le SCA intervient en soutien de la marche de Nimègue* », explique le commissaire principal Patrick, chef de pôle Lille-Dunkerque du GSBdD de Lille en charge de la manœuvre de soutien. « *Le soutien a été construit selon les besoins des participants à la marche, avec en toile de fond la question suivante : quel type de soutien souhaiterait recevoir*



quelqu'un qui marche 40km par jour pendant 4 jours ? Il a ainsi été décidé de mettre en œuvre et d'armer trois points de ravitaillement par jour. Pour ce faire, nous avons acheminé et installé des barnums aux couleurs du SCA afin que les stands soient bien visibles par la délégation française. Puis, en collaboration avec le centre interarmées du soutien restauration-loisirs (CIRL), nous avons acheminés et délivrés des denrées alimentaires afin de subvenir aux besoins de la délégation ».

Au total, une dizaine de personnel armait l'équipe du soutien. Pour épauler l'équipe du GSBdD de Lille, neufs renforts de l'état-major de la 1ère division de Besançon,

répartis en trois équipes de trois, ont été désignés pour armer les points de ravitaillement. « *Chaque jour, nous montions, préparions, armions et démontions le point de ravitaillement. Le montage se faisait la veille au soir, et le démontage une fois toutes les équipes de la délégation française passées sur le point de ravitaillement* », explique le caporal-chef William. « *Nous adaptions les denrées distribuées en fonction des besoins des marcheurs et des retours qu'ils pouvaient nous faire lors de leur passage. Chacun a ainsi participé à la construction, à la délivrance, et à l'amélioration du soutien ; ce fut une belle mission où le collectif et l'entraide primaient* ». Un soutien indispensable à la réussite de ce défi tant sportif que mental, à la hauteur des attentes et des besoins des marcheurs comme en attestent les remerciements délivrés par les différentes équipes lors de leurs passages sur les points de ravitaillement : « *Sans le soutien, nous ne serions probablement pas arrivés jusqu'au bout ; cela apporte une véritable plus-value, merci d'avoir été là* ».

Et le commissaire principal Patrick de conclure : « *Entendre les marcheurs remercier le soutien est une source de satisfaction et un gage de motivation, cela prouve que nous avons réussi à répondre à leurs besoins et que le soutien fut à la hauteur de leurs attentes* ».



Le soutien a été construit selon les besoins des participants à la marche de Nimègue. Chacun a participé à la construction, à la délivrance et à l'amélioration de ce soutien. C'est une mission où le collectif et l'entraide priment.





Le soutien délivré par le personnel du SCA a été une véritable plus-value pour tenir le rythme et terminer la marche





La Marche de Nimègue en bref...

La Marche des Quatre Jours (ou Vierdaagse) de Nimègue est un événement annuel international se déroulant aux Pays-Bas la troisième semaine de juillet. Cette marche rassemble plus de 50 000 marcheurs, dont plus de 5 000 militaires venant des quatre coins du monde. Aventure collective mobilisant toutes les ressources mentales et physiques, la marche de Nimègue est réputée pour être la marche la plus difficile du monde. L'occasion pour les militaires de démontrer leur capacité de résilience.

Les premières foulées en terre néerlandaise sont marquées par la traversée du pont de Waalbrug, devenu un symbole de ténacité en raison du succès historique des forces alliées dans la capture du pont intact au cours de la dernière étape de la Seconde Guerre mondiale. Les premiers kilomètres se déroulent dans la partie sud-ouest de Nimègue. Ce jour est appelé le jour de Wijchen. La marche suit la route dite du Waalkade, le long de la rivière du même nom, et traverse les municipalités de Wijchen et de Beuningen. C'est le jour de Groesbeek, où le parcours quitte la plaine pour les col-

lines. La marche se déroule au sud de Nimègue, sur la rive droite de la Meuse. Elle traverse Mook et Milsbeek jusqu'à Groesbeek puis emprunte la « Zevenheulenweg » (la route des sept collines – bien qu'elle n'en compte que quatre) et retourne vers Nimègue par Berg en Dal. Les militaires s'arrêtent en cours de route au cimetière militaire canadien de Groesbeek pour rendre hommage aux disparus de la Seconde Guerre mondiale.

Le dernier jour, également au sud de Nimègue, est quant à lui appelé le jour de Cuijk. Le parcours emprunte cette fois-ci la rive gauche de la Meuse. Les militaires et les civils suivent un trajet pour se retrouver à Beers d'où ils se dirigent vers Cuijk pour traverser la Meuse sur un ponton traditionnellement érigé pour l'occasion par les soldats du génie. Sur la Via Gladiola, la population offre des glaiveaux aux participants, à l'image de ceux offerts aux vainqueurs des combats de gladiateurs sous l'Empire Romain (en latin gladius signifie épée). En effet, la ville de Nimègue a été créée par les Romains, ce qui en fait la ville la plus ancienne du pays. Un accueil euphorique qui symbolise la fin du parcours, avant l'arrivée sur la place Charlemagne et la remise de la médaille commémorative, la Vierdaagsekruis.

Retour sur les trois années et demies du CRGHC Philippe Jacob à la tête du service du commissariat des armées

Rédaction : Marion LOTTEGIER, CR1 Émilie ROBLOT

« Le service du commissariat des armées concourt directement au succès des opérations. [...] Il est également un acteur essentiel du fonctionnement et de la performance des armées. [...] Il contribue à l'amélioration de la condition du personnel. [...] J'estime nécessaire d'affirmer une ambition pour le SCA alignée sur celle du modèle d'armée 2030 ».

Vision stratégique du chef d'état-major des armées pour le service du commissariat des armées à l'horizon 2030.

La feuille de route SCA 2023 établie par le commissaire général hors classe Philippe Jacob à sa prise de fonction en mars 2021 visait à répondre à l'intention du chef d'état-major des armées et à sa vision stratégique pour le SCA à l'horizon 2030. Elle finalise la transformation engagée dans le cadre de SCA 22, tout en poursuivant le durcissement militaire dans la perspective d'une hypothèse d'engagement majeur, tant en termes capacitaire que de préparation opérationnelle. Le Service a poursuivi la modernisation de son offre de services, adossée aux attentes des soutenus tout en faisant effort sur le soutien collectif. Il a réduit ses vulnérabilités critiques pour renforcer son efficacité et optimiser sa performance et a consolidé son identité de service interarmées et l'entretien de la force morale de son personnel civil et militaire. Ces axes d'efforts ont donné au SCA toute l'agilité nécessaire pour contribuer directement aux attentes des armées, tout en cultivant son esprit de service, tourné vers sa mission : délivrer un soutien Commissariat opérationnel, de proximité et innovant, en tout temps, tout lieu et toutes circonstances.

SOUTENIR LES ENGAGEMENTS OPÉRATIONNELS

Commandement et contrôle ajustés

La transformation SCA 22 avait posé les bases d'une organisation qui a fait ses preuves par une proximité renforcée avec les bénéficiaires du soutien. Parallèlement, l'organisation territoriale du commandement et des soutiens a été ajustée pour garantir une meilleure coordination des soutiens. Créés dans une logique de subsidiarité et de durcissement de la chaîne de commandement en métropole, les commissaires généraux délégués (CGD) ont été adossés à l'organisation territoriale interarmées de défense (OTIAD). Ils se positionnent désormais comme les interlocuteurs privilégiés des officiers généraux des zones de défense et de sécurité (OGZDS) pour le soutien Commissariat. À l'échelon central, un centre opérationnel logistique, rattaché à l'EMO-SCA, a été créé à Rambouillet, pour conduire les opérations de soutien aux engagements opérationnels (toutes opérations et grands exercices) sur toutes les fonctions du soutien de l'homme, en liaison directe avec les centres interarmées du soutien.



© SM LE HENAFF/FOSIT/Marine nationale

Il orchestre la délivrance du soutien tel que planifié par l'EMO-SCA en lien avec les états-majors opérationnels stratégiques ou opératifs et s'assure de la capacité du SCA à répondre aux engagements opérationnels.

Sur le territoire national : entre exercices et opérations inédites

Deux grandes opérations de soutien conduites sur le territoire national ont marqué le mandat du CRGHC Philippe

Jacob. **L'exercice ORION 2023** fut un rendez-vous majeur pour le SCA et une démonstration de sa capacité à se déployer sur un théâtre d'opération. Opération de soutien embarquant le Service tout entier pour soutenir plus de 25 000 acteurs. **La participation du SCA à cet exercice de grande ampleur s'est illustrée sur le terrain par des moyens matériels, logistiques et humains inédits.** Plus de 600 conteneurs de matériels de vie en campagne ont été acheminés et déployés sur le terrain.



© Marion LOTTEGIER/SCA/Défense



© Eva SENECHAL/armée de l'Air et de l'Espace/Défense



Tous les pans du soutien ont été mobilisés : hébergement, restauration, équipement, transport, conseil juridique, solde, soutien administratif. Ce fut l'occasion pour le Service d'ajuster certains mécanismes d'une administration en temps de guerre, mais également de tester des matériels et prestations de nouvelle génération, résultat d'une démarche d'adaptation. L'exercice ORION a constitué pour le SCA un véritable laboratoire afin de tester ses équipements dans des conditions proches du réel et au plus près des soutenus. Avec l'exercice ORION, le SCA a répondu à la mission qui lui a été confiée : délivrer un soutien conséquent et contribuer au succès opérationnel.

Pour soutenir la force de sécurisation des **Jeux olympiques et paralympiques 2024**, le SCA s'est mis en ordre de bataille dès décembre 2022. Pendant plus de 15 mois, le Service s'est mobilisé pour poser les concepts du soutien Commissariat, leur donner une teneur « Jeux olympiques



et paralympiques 2024 » et être au rendez-vous de cette opération particulière, la plus importante jamais conduite sur le territoire national. Opération hors-norme en termes de volume de forces engagées sur le territoire national, elle l'est également pour le soutien délivré. Une mobilisation importante de moyens matériels couplée à un effort humain substantiel et une coopération étroite avec l'Économat des Armées, acteur majeur au rôle complémentaire de celui du SCA. Avec cette opération, le SCA confirme sa capacité à être au rendez-vous des enjeux opérationnels des forces armées et à délivrer un soutien en tout temps, tout lieu, toutes circonstances.

En opérations extérieures : réarticuler le dispositif de soutien

En dehors du territoire national, deux faits opérationnels majeurs ont particulièrement sollicité le Service : **la réarticulation du dispositif français en Afrique et la montée en puissance du dispositif de soutien sur le flanc Est de l'Europe.**

Conformément à la décision du président de la République, la force française au Sahel s'est réarticulée et a quitté certains territoires, après plusieurs années d'opérations. Ce défi militaire logistique majeur a été relevé en bon ordre et en sécurité ainsi qu'en totale transparence et en coordination avec l'ensemble de nos partenaires. Le personnel du SCA a assuré la continuité d'un soutien adapté à la force jusqu'aux derniers jours de présence sur les sites (actions financières, contractuelles et pré-contentieuses, redéploiement de la force



En Pologne, un détachement de partenariat militaire opérationnel (DPMO) a été projeté au sein d'un camp des forces terrestres polonaises sous mandat européen (EUMAM). Ce PMO (mission GERFAUT), en plus du soutien produit par la nation-hôte est composé d'un DMC qui assure le soutien de proximité sur les 11 fonctions commissariat. Les ressources SCA initialement mises en oeuvre sur ce site ont été projetées depuis la Roumanie. Cette optimisation des moyens déjà déployés a été un facteur clé de réussite pour l'implantation rapide d'un camp de toile et le soutien de l'homme associé.



au Tchad grâce aux ressources mises à disposition par la chaîne J8, maintien de la chaîne LEGAD). En s'appuyant sur les détachements modulaires du Commissariat (DMC) déployés au plus près des unités, la DIRCOM de N'Djamena a piloté la manœuvre d'ensemble. Les modules SCA ont ainsi assuré le retrait de service, le regroupement et la préparation au transport des matériels de vie en campagne pour leur reconditionnement vers la France.

Sur le flanc Est de l'Europe, suite au déclenchement de l'offensive russe en Ukraine, le bataillon « Fer de Lance » de la force de réaction rapide de l'OTAN est déployée. Cette projection inopinée et en masse de la force a induit la nécessité d'assurer un soutien à la hauteur des forces projetées. Après une phase initiale, le soutien a gagné en autonomie et en souplesse, au fur et à mesure que la présence sur place s'est normalisée. Le DMC AIGLE poursuit sa transformation et construit le soutien à délivrer à la force.



Le dispositif de la mission LYNX en Estonie s'est également renforcé avec un nombre de personnels en augmentation, soutenus par un dispositif SCA robuste qui a été adapté en conduite.

Pour anticiper et identifier les moyens d'aide à la réactivité du soutien Commissariat en Europe de l'Est, mais également sur tout autre théâtre d'opération, le SCA, sous le mandat du CRGHC Philippe Jacob, a noué un **partenariat avec Business France**¹. Une lettre d'intention a été signée et sera suivie de travaux déclinant ce partenariat sous la forme concertée d'un support administratif partagé au profit des détachements modulaires du Commissariat (DMC) pour décliner sur le terrain cette collaboration économique et institutionnelle. L'objectif est triple : mieux connaître le tissu économique des nations hôtes, améliorer l'accès rapide à des fournisseurs fiables, bénéficier d'informations et de relais lors de négociations économiques des DMC dans le cadre du déploiement de forces françaises à l'étranger.



Capacitaire pour les forces, avec les forces

Pour répondre avec technicité, expertise et précision aux attentes des armées, le service du commissariat des armées

¹ Établissement public rattaché au ministère de l'Économie et des finances qui accompagne les entreprises françaises dans leur développement à l'international

procède à **une réévaluation constante et une adaptation permanente de l'équipement du combattant**. L'adaptation du soutien et l'amélioration de sa qualité était au cœur de la feuille de route du CRGHC Philippe Jacob et passe par le développement de nouveaux effets visant à répondre aux besoins des forces. Le point de départ de l'innovation est le besoin exprimé par les armées.

La conception et le développement du **gilet porte-plaques polyvalent (G3P)** et du **système GMOS-Thermos** s'inscrivent dans la volonté du Service d'adapter et d'améliorer sans cesse la protection du combattant. Alliant ergonomie, modularité, légèreté et protection contre les balles perforantes, le G3P permet une optimisation de la mobilité des forces tout en assurant une protection renforcée. Le système GMOS-Thermos permet quant à lui un contrôle autonome de l'intégrité des plaques balistiques grâce à des capteurs de chocs positionnés sur la surface des plaques balistiques.



La mise au point du **bariolage multi-environnement (BME)**, destiné à remplacer les deux bariolages actuellement en vigueur dans les forces conventionnelles françaises (Centre Europe et désert), contribue également à l'amélioration de la protection du combattant grâce à l'augmentation de 25% du délai de détection du combattant.

Les lunettes à assistance connectées (LAC), système connecté relevant des dernières technologies de flux vidéo, ont été mises au point et révolutionnent la façon de conseiller et guider tant les utilisateurs que les professionnels du soutien. Ces lunettes présentent également un avantage logistique, car elles permettent de visualiser les notices en simultané de la manipulation, par exemple dans un cas de mise en condition opérationnelle de vérification des plaques des gilets pare-balles ou de maintenance du matériel de vie en campagne. Autre avantage des lunettes à assistance connectée : son assistance opérationnelle.

Ces dernières années, **le matériel de vie en campagne** du Service a été déployé sur des théâtres d'opération toujours plus exigeants, soit par leur configuration, soit par les exigences de rapidité et de facilité qu'imposent les projections en opérations extérieures. L'évolution technologique (ergonomie des modèles, matériaux utilisés, etc.) et la collaboration avec les sociétés partenaires ont permis au SCA et à ses experts de monter en compétence afin d'accroître le confort du militaire, notamment dans le domaine de l'hébergement par l'amélioration constante des tentes de stationnement. Ces évolutions ont permis à l'ensemble du parc des matériels de soutien de l'homme de s'adapter aux exigences réglementaires, aux besoins



croissants des forces et d'assurer leur fonction de soutien quelles que soient les conditions climatiques ou la configuration du terrain sur lequel ils sont déployés. Depuis 2019, la conteneurisation de la famille « Hygiène » (conteneur douche, WC, mixte douche/WC et laverie) est devenue un atout essentiel pour équiper les théâtres d'opération stabilisés et permettre aux matériels plus mobiles (type remorque) d'être réorientés dans leur périmètre d'utilisation. Les contraintes environnementales liées au réseau européen « Natura 2000 » ont conduit le SCA, et plus particulièrement le CIEC, à revoir les méthodes de chauffage pour l'hébergement du combattant dans les conditions de vie en campagne. C'est dans cette logique que le Service a déployé des poêles à granulés en métropole et plus récemment en Roumanie, sur la mission AIGLE.





© Marion LOTTEGIER/SCA/Défense



© Marion LOTTEGIER/SCA/Défense

ASSURER LE SOUTIEN AU QUOTIDIEN

Une offre de service élargie dans les 11 fonctions de soutien Commissariat

L'ambition 2030 du Service porte la consolidation de sa singularité militaire et le développement de son identité. L'enjeu de lisibilité externe et interne de l'action du SCA a nécessité de décliner les trois axes d'intention du chef d'état-major des armées à travers les onze fonctions de soutien opérées par le Service. La déclinaison de la feuille de route par fonction a permis de clarifier les processus de décision en les orientant vers la finalité de chaque fonction : délivrer une prestation de soutien Commissariat.

La simplification pour l'efficacité opérationnelle

Au cours des dernières décennies, la suradministration s'est généralisée et a pesé sur la réactivité et l'efficacité des armées. Pour répondre à l'agilité requise dans le domaine du soutien aux forces armées, le SCA a mené de nombreuses actions de simplification afin d'accroître son efficacité opérationnelle, dont :

- la mise à disposition des forces d'une large palette d'instruments financiers pour redonner aux chefs locaux les moyens d'agir efficacement (cartes achats et cartes affaires) ;
- la mise en œuvre des plateformes multi-déménageurs

(PFMD) pour faciliter et améliorer la vie du militaire et de sa famille lors de ses mutations ;

- la création de pôles Commissariat pour optimiser le fonctionnement des structures opérationnelles et faciliter les relations avec les formations bénéficiaires du soutien ;
- la mise en œuvre de l'outil Scan Gaspi pour prendre en compte l'impact environnemental et réduire son empreinte carbone ;
- le développement d'une offre d'accès gratuit à l'Internet de loisirs (ILoSCA) en emprise militaire, en métropole, outre-mer et à l'étranger et sur certains bâtiments de la Marine nationale.

L'accessibilité du soutien Commissariat

Le défi numérique était au cœur de la feuille de route du CRGHC Philippe Jacob. Le numérique s'est imposé comme un accélérateur des transformations, un porteur de performance. L'enjeu est de faciliter la délivrance des services aux bénéficiaires du soutien et soulager les opérateurs du soutien. Le premier axe d'effort relevait de l'accès aux prestations du SCA *via* un point d'accès unique avec notamment le développement de e-Habillement et ALIDADE. La fonction habillement s'est modernisée afin de mieux répondre aux besoins opérationnels. **Le service e-Habillement** est aujourd'hui proposé



à l'ensemble des militaires des trois armées et des services interarmées. Ce portail, disponible *via* Internet et accessible 24/24, offre la possibilité de commander des effets d'habillement à partir d'un smartphone, d'une tablette ou d'un poste ISPT.

Le parcours utilisateur a été amélioré pour être plus simple, plus proche et plus rapide. **L'application mobile de déplacement en mission ALIDADE** a quant à elle été développée pour permettre aux agents du ministère de bénéficier de la prise en charge directe afin de ne plus avancer les frais de repas dans un restaurant du ministère des Armées, d'hôtellerie et de transport. Une avancée numérique permettant de gérer ses réservations en toute autonomie et de les centraliser sur une application unique.

Si l'accessibilité du soutien Commissariat passe par la modernisation des outils



numériques, elle concerne également les droits individuels tels que la solde, l'administration du personnel, ou encore la mobilité. Partie intégrante de la loi de programmation militaire 2019-2025 dite « à hauteur d'homme », qui place les conditions de vie et l'exercice quotidien du métier militaire au cœur de son ambition, **la nouvelle politique de rémunération des militaires (NPRM)** a pour ambition de rendre la solde des militaires plus équitable, plus juste, mieux adaptée, plus moderne, plus lisible et plus simple pour les administrés. En trois an-

nées de réforme indemnitaire de la solde des militaires, huit primes et indemnités ont été instaurées avec l'implication du centre interarmées du soutien solde et administration du personnel (CISAP) qui a notamment conçu et mis à disposition l'estimateur PICASSO. Sur le plan de **l'administration du personnel militaire**, une transformation s'est opérée pour répondre aux attentes des militaires administrés pour une organisation plus simple, plus proche et plus directe, comme la volonté de donner au commandement local davantage de leviers renforçant ainsi subsidiarité et réactivité. Cette transformation, développée sur trois ans de 2024 à 2026, va permettre d'affirmer le lien entre le chef et ses subordonnés et ainsi, favoriser la fidélisation, mais également de consolider la chaîne « ressources humaines-gestion administrative-solde » et le contrôle interne solde, garants de la régularité de la solde et de l'intégrité du système dérogatoire de l'avance de trésorerie solde. Enfin, pour répondre aux objectifs du Plan Famille 2, **l'offre de service MUT' ACTIONS** a été créée pour proposer un accompagnement personnalisé au militaire muté et à sa famille de retour d'outre-mer et de l'étranger vers la métropole, en particulier dans la recherche d'un logement dans le secteur privé, d'un établissement scolaire et d'une place en crèche mais également d'un emploi pour le conjoint du militaire.

Le dernier volet mis en place pour rendre plus accessibles les prestations de soutien du SCA concerne **le déploiement des espaces NOMAD**. Après deux années d'expérimentation, l'application numérique NOMAD a été déployée durant l'été 2024 dans toute la France métropolitaine, au profit de l'ensemble du personnel civil et militaire du ministère des Armées. Cette application permet à ses utilisateurs, en vue d'une mission ou d'un travail déporté, de réserver un espace de travail parmi 23 sites défense et de connaître les services proposés sur place (accès à Intradef, Internet, photocopieuse, station blanche, restauration, espace de convivialité, parking et transports en commun à disposition, etc.).

Consolidation du Service

Afin d'améliorer l'organisation et la performance du Service, objectif stratégique clé du CRGHC Philippe Jacob, **le système d'information logistique GHÉCo** (Gestion de l'Habillement et des Equipements du Commissariat) dédié à la gestion logistique des biens relevant du périmètre SCA a été déployé dans plus d'une centaine de magasins du Service. Outil unique venu remplacer de multiples applications





issues des commissariats d'armées, devenues obsolètes (dont GEMASCA, SICAGEM, MAT2K), GHÉCo permet d'assurer la gestion des stocks locaux et le suivi des ressources

mises à disposition des unités des forces. Son déploiement, piloté par le centre interarmées du soutien Métiers et Contrôle Interne (CIMCI), s'est appuyé sur une structure ad-hoc créée à cet effet, et une assistance renforcée qui ont ainsi permis de sécuriser toutes les étapes du projet (reprises des données, formation du personnel, accompagnement sur site par une équipe projet intégrée puis à distance *via* un centre national d'assistance). Grâce à un engagement fort de tous les acteurs, son déploiement est achevé dans tous les organismes opérateurs du SCA et GHÉCo est aujourd'hui un système d'informations robuste et fiable. Dans le domaine des ressources humaines, deux grandes avancées sont notables : **le développement du parcours SCA+** à destination du personnel civil du Service, et **le changement de nom de l'École des fourriers de Querqueville (EFQ) en École des spécialités du commissariat des armées (ESCA)**.

Ce changement a été souhaité par le CRGHC Philippe Jacob

afin d'affirmer la vocation de l'école et mieux décrire ce qu'elle réalise au profit de la formation des sous-officiers et des militaires du rang des armées. L'ESCA porte ainsi désormais un nom qui explique clairement le cœur de son activité et le sens de ses missions. Il s'agit bien de fournir, au profit des armées et du SCA, une formation professionnelle de spécialité aux militaires qui assurent les fonctions de soutien commun au sein du ministère.

Avec l'emploi de plus de 600 civils de catégorie A relevant des corps administratifs et techniques, attirer et fidéliser les cadres est un enjeu majeur pour le Service, de même qu'accompagner ceux qui souhaitent s'orienter vers les responsabilités les plus élevées. Le dispositif Parcours SCA+ s'inscrit pleinement dans le chantier « accompagner le personnel civil dans son déroulé de carrière » de la feuille de route du CRGHC Philippe Jacob. Il répond à trois objectifs : faire découvrir la richesse et la diversité des postes à responsabilité du SCA, permettre aux cadres identifiés une meilleure appréhension de leurs capacités professionnelles ainsi qu'une meilleure connaissance d'eux-mêmes et renforcer l'attractivité du SCA en faisant émerger une dynamique d'ensemble qui se poursuive au-delà de ce dispositif.



© SM LE HENAFF/FOSIT/Marine nationale

Au plus près du personnel et des forces armées

Tout au long de son mandat de directeur central du service du commissariat des armées, le CRGHC Philippe Jacob a eu à cœur de rencontrer son personnel au sein des organismes du Service et d'aller au plus près des forces soutenues par le SCA, en métropole, en outre-mer et sur les théâtres d'opérations.







Vous revendez des effets militaires sur des plateformes de ventes en ligne ou en brocante ?

Cette pratique est **INTERDITE !**

Le fait de s'approprier tout armement, matériel, deniers ou objets appartenant à l'État ou le fait de soustraire, donner ou vendre du petit matériel ou des matières et denrées consommables du MINARM constitue un **détournement**.

Je suis militaire

En plus d'une sanction disciplinaire, je peux faire l'objet d'une sanction pénale. Article L. 322-13 du code de justice militaire dispose que : « *le fait pour tout militaire, toute personne embarquée de dissiper ou détourner les armes, munitions, véhicules, deniers, effets et autres objets qui lui sont remis pour le service ou à l'occasion du service, est puni de cinq ans d'emprisonnement* ».

Je suis un ancien militaire

L'abus de confiance est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 375 000 €.

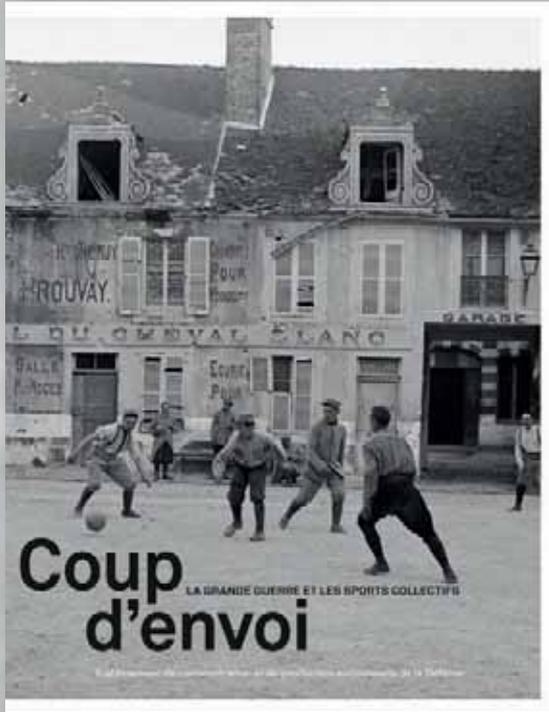
Je suis civil

Le recel est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 375 000 €.

En plus d'être interdite, la revente de vos effets sur des sites grands publics crée des risques liés à la sécurité nationale : agression lors de la vente en raison de votre statut militaire, personnes mal intentionnées pouvant se faire passer pour un militaire, en vue de commettre des infractions.



Coup d'envoi LA GRANDE GUERRE ET LES SPORTS COLLECTIFS



Cet ouvrage rassemble pour la première fois une collection unique de photographies témoignant de l'importance de la pratique sportive avant, pendant et juste après la Première Guerre mondiale. Entre deux montées en ligne ou dans les cantonnements, les soldats, pour se distraire et oublier les horreurs des combats, se mettent à taper dans un ballon. Une rivalité débute entre le football, le rugby et les sports introduits par les soldats américains, comme le base-ball ou le basket-ball. Et le ballon rond triomphe, chez les hommes, mais aussi – bouleversement sociétal – chez les femmes, qui rejoignent les terrains pour s'émanciper.

132 pages – 92 photographies

Format : 18,5 x 24 cm – Couverture souple

Prix : 18 € TTC



Assurer l'avenir de tous ceux qui nous protègent

Allianz Défense et Sécurité, acteur historique de la protection en prévoyance des militaires et de leur famille, propose et adapte continuellement des solutions d'assurance sur mesure intégrant les spécificités des métiers de la défense et de la sécurité.

Les 110 conseillers Allianz Défense et Sécurité, mobilisés 7j/7 sur l'ensemble du territoire, sont présents au quotidien dans toutes les unités, les régiments, bases aériennes et navales, écoles et établissements et s'assurent que chacun dispose d'une protection optimale dans l'exercice quotidien de ses missions mais aussi en cas de coup dur.

Pour en savoir plus, retrouvez-nous sur :
<https://www.allianz.fr/allianz-defense-securite>

Allianz Vie

Société anonyme au capital de 681.879.255 € - 340 234 962 RCS Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - 1 cours Michelet - CS 30051 -
92076 Paris La Défense Cedex



Pour en savoir
plus sur notre
histoire,
flashez-moi !